

# MSF iNFOs

J253 / N° 224 / Décembre 2025 / 2€  
ISSN 1146-2930



**GRAND ANGLE**

**Gaza :  
Deux ans de guerre totale  
contre la population gazaouie**





**Dr Isabelle Defourny**  
Présidente de Médecins Sans Frontières

## «Port-au-Prince, la capitale de Haïti, s'enfonce dans une crise de plus en plus profonde, en raison des affrontements violents entre groupes armés et forces de police.»

Dans la capitale, 60 à 80 % des structures de santé sont fermées ou hors service en raison d'attaques armées, de pillages, d'exode du personnel médical, ou encore de difficultés d'approvisionnement en médicaments. Or dans le même temps, près de deux Haïtiens sur cinq ont besoin de soins médicaux urgents.

Entre janvier et juin 2025, nos équipes ont pris en charge 2 600 personnes survivantes de violences sexuelles, admis 13 300 patients aux urgences et soigné près de 2 300 victimes de violence. Ces violences touchent de plus en plus les enfants. 26 % de ces victimes de violence sont des mineurs, majoritairement âgés de moins de 15 ans, contre 11 % en 2024. Ces chiffres reflètent l'évolution alarmante de la situation en Haïti, où les civils, y compris des femmes et des enfants, sont chaque jour exposés au danger. Les groupes armés pillent et brûlent les maisons, détruisent des quartiers, terrorisent les communautés et utilisent de plus en plus la violence sexuelle comme arme de contrôle, de punition et d'extorsion. La population vit dans la peur et a peu d'option pour accéder à des soins.

L'absence de structures de santé en nombre suffisant exerce une pression extrême sur celles qui sont encore opérationnelles. C'est le cas de notre hôpital traumatologique de Tabarre qui a augmenté sa capacité d'accueil de 50 % et dont 26 % des cas pris en charge aux urgences traumatologiques sont dus à la violence.

Malgré ce contexte extrêmement insécuritaire, nos équipes restent pleinement engagées auprès de la population haïtienne et mettent tout en œuvre pour adapter leur réponse aux besoins croissants. »

## SOMMAIRE

<b>FOCUS</b> À Calais, nos équipes aux côtés des exilés en transit	<b>3</b>
<b>GRAND ANGLE</b> Gaza : deux ans de guerre totale contre la population gazaouie	<b>4</b>
<b>REGARD</b> Khamis Ahmat Ali, victime du choléra	<b>8</b>
<b>EN LUMIÈRE</b> Un vaccin contre le paludisme pour protéger les enfants	<b>9</b>
<b>EN APARTÉ</b> Pour les fêtes de fin d'année, faites vos achats sur la Boutique Sans Frontières !	<b>11</b>
<b>EN QUESTION</b> Une augmentation de la taxe soda pour financer la lutte contre la malnutrition	<b>11</b>







# À Calais, nos équipes aux côtés des exilés en transit.

**Depuis plus de 30 ans, Calais et le littoral Nord sont des territoires de transit pour des milliers de personnes exilées qui cherchent à rejoindre le Royaume-Uni. Elles ont fui leur pays en raison de guerres, de persécutions, de famines ou pour des causes économiques. Nos équipes interviennent auprès de ces exilés, dont la santé physique et mentale ne cesse de se dégrader à cause de la politique de non-accueil menée par la France et le Royaume-Uni.**

## Des traversées de plus en plus meurtrières

La plupart des exilés présents à Calais souhaitent rejoindre l'Angleterre et tentent la traversée, historiquement en camion et depuis 2018, sur des canots pneumatiques. Au 1<sup>er</sup> juillet 2025, près de 20 000 personnes avaient traversé la Manche sur des embarcations de fortune, soit une augmentation de 50 % par rapport à la même période l'année dernière. Beaucoup de tentatives de traversées se soldent par des échecs, avec des naufrages et des décès : 2024 a été l'année la plus meurtrière jamais enregistrée dans la Manche avec au moins 78 morts en mer.

*« Depuis des décennies, les politiques répressives et coûteuses mises en place par le Royaume-Uni et la France sont complètement inefficaces. Elles ne dissuadent pas les personnes de prendre la mer, mais les obligent à entreprendre des voyages toujours plus dangereux et désespérés, au péril de leur vie, avec des conséquences souvent fatales. » Sarah Gallitre, coordinatrice de projet MSF à Calais.*

Depuis le début du printemps, nos équipes travaillent avec Utopia 56, une association venant en aide aux personnes exilées. Elles participent à des maraudes sur le littoral Nord français, afin de porter assistance aux naufragés. Dans la nuit du 25 au 26 juillet 2025, une embarcation a chaviré avec environ 70 personnes à son bord. Notre équipe qui faisait une maraude cette nuit-là s'est rendue sur la plage pour s'occuper des victimes, tous étaient en grande détresse et en état de choc. Notre infirmière a pratiqué un massage cardiaque sur une personne inanimée, qui n'a finalement pas survécu. Plusieurs naufragés ont été évacués à l'hôpital, tandis que d'autres ont été arrêtés et emmenés à l'hôtel de police, dans leurs vêtements trempés.

## Des conditions de vie extrêmement précaires

Entre 500 et 1 500 personnes survivent à Calais dans des conditions extrêmement difficiles. La majorité de ces personnes est originaire du Soudan et d'autres sont d'origine éthiopienne, palestinienne, libyenne, iranienne

et afghane. Dans les lieux de vie insalubres, elles n'ont pas d'accès à l'eau courante, à des douches ou à des toilettes. Par ailleurs, elles sont très régulièrement évacuées par les forces de l'ordre. En cause, la politique sécuritaire dite « zéro point de fixation », mise en œuvre par les autorités françaises depuis 2016, qui consiste à empêcher l'installation de camps fixes à Calais. Tout ce qui permet de survivre est soit confisqué, soit détruit : les tentes, les couvertures, les sacs de couchage, les vêtements... Les personnes sont souvent réveillées avant le lever du jour par les forces de l'ordre et les opérations peuvent être violentes.

L'hiver, pour mettre à l'abri les personnes particulièrement vulnérables, comme les mineurs non accompagnés, les familles et les femmes, MSF met en place un dispositif d'hébergement d'urgence actif de décembre à mars depuis 2023. Sur les 500 personnes hébergées l'année dernière, plus de la moitié étaient des enfants.



## Fournir des soins aux personnes exilées

Parmi les membres de notre équipe à Calais, une infirmière prodigue des premiers soins aux personnes exilées et les oriente vers les services de santé de l'État. La santé mentale est aussi un volet important du projet de MSF à Calais, avec deux psychologues qui interviennent auprès de différents publics, dont les femmes et les enfants. Les pathologies les plus fréquemment rencontrées sont des problèmes respiratoires liés aux conditions de vie à la rue et des douleurs ostéoarticulaires dues aux tentatives de traversées ratées.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2025, plus de 1 300 consultations médicales ont été effectuées par notre infirmière MSF lors de maraudes de jour, à l'accueil de jour du Secours Catholique et au centre MSF à Calais.



## Prendre en charge les mineurs non accompagnés

Parmi les exilés, se trouvent de nombreux adolescents qui survivent seuls et qui ont vécu un long parcours migratoire ponctué de violences.

*« Nous sommes une petite équipe au centre d'accueil de jour MSF à Calais, mais nous essayons d'offrir à chaque jeune les meilleurs soins et le meilleur soutien possible. Même si nous ne pouvons effacer ce qu'ils ont vécu, nous pouvons leur apporter du réconfort et leur faire savoir qu'elles ne sont pas seules. » Margaux Caron, éducatrice spécialisée du centre de MSF à Calais.*

Face au manque de volonté de l'État de protéger ces jeunes, MSF a ouvert un centre d'accueil de jour pour apporter un soutien médical, psychologique et social aux mineurs non accompagnés en transit à Calais. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2025, 120 jeunes y ont été pris en charge par nos équipes.



# Gaza : deux ans de guerre totale contre la population gazaouie

Pendant deux ans, nos équipes ont été témoins de la guerre génocidaire menée par l'armée israélienne à Gaza, en réponse aux massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023. Bien que les quelques cessez-le-feu, comme celui de novembre 2023, janvier et enfin octobre 2025, aient permis à la population de trouver une forme de répit et à l'aide humanitaire de se réorganiser temporairement, la situation de la population demeure catastrophique dans l'enclave palestinienne.



Une mère et son fils, âgé d'un an, qui souffre de malnutrition reçoivent des soins dans la ville de Gaza. Juin 2025.

« **L**a vie quotidienne à Gaza, c'est la mort. C'est extrêmement tangible. À chaque personne que vous rencontrez, à chaque coin de rue que vous arpentez, vous êtes frappés par la désolation, la destitution, le chagrin », expliquait Claire Magone, directrice générale à son retour de Gaza au début du mois d'octobre. Pendant deux ans, l'armée israélienne a mené une offensive militaire d'une violence inouïe à l'encontre de l'ensemble des Palestiniens à Gaza. Entre octobre 2023 et septembre 2025, plus de 64 500 personnes ont été tuées dans l'enclave palestinienne, dont au moins 18 430 enfants, selon le ministère de la Santé palestinien. 83 % des

victimes étaient des civils, un chiffre confirmé par les autorités israéliennes elles-mêmes. Ces chiffres, largement sous-estimés, ne prennent pas en compte les victimes indirectes de la guerre, notamment les milliers de disparus toujours sous les décombres ou encore les personnes décédées de maladies chroniques faute d'accès aux soins.

## UNE POPULATION DÉPLACÉE ET PRIVÉE DE TOUT

78 % des bâtiments de l'enclave ont été endommagés ou détruits. Pendant deux ans, les civils n'ont eu nulle part où se réfugier. 90 % de la population palestinienne a dû

se déplacer à plusieurs reprises. L'intensification de l'offensive au nord de Gaza en septembre 2025 a entraîné un nouvel afflux de personnes fuyant vers le sud, contraintes de s'agglutiner dans 15 % du territoire. « Les conditions d'hygiène et d'habitation y sont déplorables. L'accès à la nourriture et aux soins de santé a été au mieux inconstant, au pire empêché », explique Jacob Granger, coordinateur des urgences à Gaza. Immédiatement après le cessez-le-feu du 10 octobre, des milliers de Palestiniens ont commencé à remonter vers le nord de Gaza, espérant retrouver leurs foyers mais trouvant très souvent seulement des ruines. Ces familles vont devoir survivre au milieu des décombres.

« **La vie quotidienne à Gaza, c'est la mort. C'est extrêmement tangible. À chaque personne que vous rencontrez, à chaque coin de rue que vous arpentez, vous êtes frappés par la désolation, la destitution, le chagrin.** »

## UN SYSTÈME DE SANTÉ DÉTRUIT

Les autorités israéliennes ont systématiquement bombardé les hôpitaux et les installations médicales. Au 1<sup>er</sup> octobre 2025, seuls 14 des 36 hôpitaux étaient





Des enfants tiennent leurs casseroles vides dans une cuisine communautaire au nord de Gaza. Février 2025.

partiellement opérationnels, selon l'OCHA, le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Les grands centres de santé comme Nasser et Al-Amal à Khan Younes ont été complètement débordés. Parallèlement, les entraves à l'acheminement de l'aide ont contraint les équipes médicales à rationner les médicaments tels que les analgésiques, à fournir des traitements moins efficaces ou à refuser des patients. Elles ont manqué de matériel chirurgical comme les anesthésiques, les antibiotiques pédiatriques et les médicaments pour les maladies chroniques comme l'épilepsie, l'hypertension et le diabète.

## LES HUMAINITAIRES ET LE PERSONNEL DE SANTÉ CIBLÉS

Les travailleurs humanitaires et les professionnels de santé ont été victimes d'attaques répétées. Au 20 août 2025, au moins 1 590 professionnels de santé et plus de 530 travailleurs humanitaires, pour la plupart palestiniens, avaient été tués à Gaza (selon l'OCHA). Le 5 octobre

**« Tous portaient un gilet MSF et étaient clairement identifiés comme travailleurs médicaux humanitaires. Leur seul crime a été d'attendre le bus pour aller soigner des patients ».**

2025, MSF perdait son quinzième collègue palestinien, Abed El Hameed Qaradaya. Ce dernier a succombé à ses graves blessures à la suite d'un bombardement survenu trois jours plus tôt, au cours de laquelle Omar Hayek, autre employé MSF, a également été tué. L'attaque, menée par les forces israéliennes, a eu lieu dans une rue où nos équipes attendaient un bus pour se rendre à l'hôpital de campagne de MSF à Deir Al-Balah. « Tous portaient un gilet MSF et étaient clairement identifiés comme travailleurs médicaux humanitaires. Leur seul crime a été d'attendre le bus pour aller soigner des patients », ajoute Claire Magone.

## DES BLESSÉS EN ATTENTE D'ÉVACUATION

Selon les autorités sanitaires locales, plus de 163 000 personnes ont été blessées dans la bande de Gaza en deux ans. Début octobre, plus de 15 000 d'entre elles avaient besoin d'une évacuation médicale pour des blessures ou une maladie impossible à soigner à Gaza, selon l'OMS. « Les patients gravement blessés ainsi que tous les cas de maladies chroniques, les cancers, les autres maladies congénitales et cardiovasculaires doivent être évacués de Gaza pour recevoir des soins médicaux », expliquait alors le Dr Hani Isleem, coordinateur de projet pour MSF.

**« La majorité des pays ne sont pas disposés à accueillir des personnes venant de Gaza et seuls quelques-uns pourraient le faire sous certaines conditions ».**



EN DEUX ANS :

**1 247 557**  
consultations  
médicales effectuées

**390 218**  
présentations aux  
urgences enregistrées

**29 465**  
interventions  
chirurgicales  
pratiquées

**88 538**  
consultations  
effectuées pour  
des maladies non-  
transmissibles



**LA SITUATION À  
GAZA ÉVOLUE  
RAPIDEMENT.**

**Nos équipes  
adaptent  
leurs activités  
constamment.**

**Pour retrouver  
les informations  
les plus récentes,  
rendez-vous sur :  
msf.fr**



LES MÉDECINS  
NE PEUVENT PAS  
**ARRÊTER**  
**UN GÉNOCIDE**  
NOS DIRIGEANTS, OUI.



## UNE CAMPAGNE DE MOBILISATION INTERNATIONALE LANCÉE PAR MSF

MSF n'a cessé de répéter ses appels à l'arrêt du génocide à Gaza et à la mise en place d'actions immédiates de la part des gouvernements. C'est dans ce sens qu'elle a lancé une campagne globale en septembre dernier, articulée autour du message suivant : *« Les médecins ne peuvent pas arrêter un génocide. Nos dirigeants, oui ».*

Depuis octobre 2023, nos équipes ont été témoins de la destruction des conditions mêmes de la vie à Gaza :

- Plus de 64 000 Palestiniens tués, selon le ministère de la Santé palestinien.
- Plus de 163 000 personnes blessées, selon les autorités sanitaires locales.
- Des armes lourdes conçues pour des champs de bataille utilisées dans des zones urbaines densément peuplées, où les personnes sont abritées par des tentes.
- La destruction systématique des infrastructures civiles, y compris les hôpitaux et les centres de santé mais aussi écoles, mosquées, centrales de traitement de l'eau et champs cultivables.
- Les déplacements forcés, massifs et répétés des Palestiniens de Gaza.



En raison du manque de lits disponibles, les couloirs et les espaces extérieurs de l'hôpital Nasser sont remplis de patients. Août 2025.

Entre juillet 2024 et août 2025, au moins 740 patients, dont 137 enfants, sont décédés alors qu'ils attendaient d'être évacués. Les évacuations médicales relèvent d'un processus complexe, elles nécessitent une autorisation préalable du Cogat, l'organisme chargé de coordonner les activités gouvernementales israéliennes en territoire palestinien occupé, dont les décisions sont souvent arbitraires et opaques. De nombreux patients dans un état critique sont refusés, ou leur autorisation de sortie repoussée, quelle que soit leur situation médicale. De plus, le nombre limité d'options et de destinations est l'un des défis les plus difficiles à relever. *« La majorité des pays ne sont pas disposés à accueillir des personnes venant de Gaza et seuls quelques-uns pourraient le faire sous certaines conditions »*, explique le Dr Hani Isleem. Avec seulement 70 patients évacués chaque mois pour des raisons médicales, il faudrait plus de trois ans pour permettre la sortie de tous les cas urgents. Ce retard équivaut à une condamnation à mort pour de nombreux patients. *« Nous demandons à tous les pays de soutenir les Palestiniens de Gaza en autorisant davantage de personnes à accéder à leur système de santé en participant*

***« Nos collègues et les personnes qui nous entourent sont animés par un immense espoir, celui de voir ce cauchemar enfin prendre fin et de pouvoir vivre en paix, se remettre de leurs traumatismes physiques et psychologiques ».***

aux évacuations médicales et en sauvant des vies », ajoute le Dr Hani Isleem.

## DES BESOINS IMMENSES QUI VONT PERDURER

*« Nos collègues et les personnes qui nous entourent sont animés par un immense espoir, celui de voir ce cauchemar enfin prendre fin et de pouvoir vivre en paix, se remettre de leurs traumatismes physiques et psychologiques. Mais ils sont aussi inquiets face à*

*l'avenir incertain. Il est essentiel qu'une aide humanitaire massive puisse entrer dans Gaza sans aucune obstruction »*, explique Jacob Granger. Après deux ans de guerre à Gaza, la vie des habitants et la capacité du système de santé ont été détruites. Les besoins sont immenses : équipements médicaux, médicaments, nourriture, eau, carburant et abris adéquats pour deux millions de personnes qui vont devoir affronter l'hiver dans des abris de fortune. Des milliers de Palestiniens vivent avec des plaies non soignées, des fractures mal consolidées, des membres amputés sans prothèses. Les maladies transmissibles, notamment les maladies cutanées, continuent de se propager en raison de la promiscuité et des conditions de vie effroyables.



# PANORAMA

## Liban

**Malgré l'accord de cessez-le-feu conclu en novembre 2024, les attaques israéliennes au Liban restent presque quotidiennes. Les forces israéliennes occupent toujours plusieurs zones le long de la frontière sud, empêchant les populations de rentrer chez elles et laissant plus de 82 000 personnes déplacées. Dans ce contexte, l'accès aux soins reste très limité. Pour y répondre, nos équipes ont ouvert de nouvelles activités dans les zones les plus touchées, à Nabatieh, Baalbek-Hermel et dans le Sud, tout en maintenant sa présence et ses services à Beyrouth, dans la Bekaa et dans le Nord.**

## République démocratique du Congo

En septembre dernier, le ministère de la Santé a déclaré une nouvelle épidémie d'Ebola dans la zone de santé de Bulape, située dans la province du Kasai. En coordination avec ce dernier, nos équipes ont commencé à soutenir l'hôpital général de référence de Bulape puis elles ont renforcé les protocoles de triage, fourni du matériel médical essentiel et des équipements de protection individuelle, et donné des formations pour la prévention, le contrôle des infections et les soins symptomatiques. Elles fournissent également des soins aux patients dans de centre de traitement Ebola, installé dans l'enceinte de l'hôpital.

## Syrie

Après la chute du gouvernement de Bachar Al-Assad en décembre 2024, nos équipes ont lancé des opérations médicales dans la Ghouta orientale, située à seulement dix kilomètres à l'est de Damas, afin de répondre aux besoins urgents en matière de soins de santé. Elles s'efforcent aujourd'hui de rendre le système de santé de cette région plus fonctionnel et continuent de gérer deux cliniques mobiles dans plusieurs villes, tout en réhabilitant et en soutenant deux centres de soins de santé primaires à Kafr Batna et Hayjaneh. Depuis le début de leur intervention, elles ont effectué plus de 19 000 consultations, notamment pour des maladies non transmissibles, comme le diabète ou l'hypertension.



**Près de 100**, c'est le nombre de personnes blessées, incluant des femmes et des enfants, qui ont été admis le 10 septembre dernier dans nos structures de santé dans le Darfour central et le Darfour du Sud, au Soudan, à la suite d'une série d'attaques menées par les Forces de soutien rapide (RSF).



## Pakistan

Après plus d'une décennie d'exil forcé en raison des conflits, les habitants de la vallée de Tirah sont de retour dans la région, située près de la frontière afghane. Depuis mai 2022, nos équipes gèrent une clinique où sont fournis des soins de santé généraux, des soins d'urgence, des services de référencement, ainsi que des soins maternels et pédiatriques. En 2024, elles ont assuré 40 000 consultations externes à la clinique, contre 26 000 l'année précédente.

## HAÏTI

NOS ÉQUIPES SE VOIENT CONTRAINTES DE FERMER DÉFINITIVEMENT SON CENTRE D'URGENCE SITUÉ À TURGEAU, FACE À L'INSÉCURITÉ GRANDISSANTE DANS LE CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE. CETTE STRUCTURE AVAIT SUSPENDU SES ACTIVITÉS EN MARS 2025 À LA SUITE D'UN GRAVE INCIDENT AYANT MIS EN DANGER LA VIE DE NOTRE PERSONNEL. PLUSIEURS ÉVALUATIONS TECHNIQUES DE PROTECTION BALISTIQUE ONT ÉTÉ MENÉES DEPUIS AFIN D'IDENTIFIER DES SOLUTIONS DE PROTECTION ADAPTÉES, MAIS AUCUNE OPTION N'A PERMIS DE GARANTIR UN NIVEAU DE SÉCURITÉ SUFFISANT POUR POURSUIVRE LES ACTIVITÉS.



# REGARD

**« Je ne savais pas ce qui me rendait malade, mais comme la diarrhée ne s'arrêtait pas, mes enfants m'ont emmené au centre de santé. On m'a fait des piqûres, mais comme mon état ne s'améliorait pas, j'ai été transféré à l'hôpital. Je ne trouve pas les mots pour décrire à quel point j'étais malade. »**

Khamis Ahmat Ali a fui le Soudan pour trouver refuge au Tchad. Il a été admis dans un état critique à l'hôpital d'Adré à l'est du pays, où sévit une épidémie de choléra qui se propage rapidement dans les camps de déplacés.

Suivez-nous sur





## Un vaccin contre le paludisme pour protéger les enfants

En 2023, près de 600 000 personnes sont mortes du paludisme en Afrique. Des vaccins antipaludiques avec des résultats prometteurs sont désormais disponibles pour lutter contre ce fléau. À Moïssala au Tchad, les autorités sanitaires et nos équipes utilisent le vaccin R21 pour protéger.

### Une maladie aux conséquences potentiellement mortelles chez les enfants

Parmi les 600 000 décès causés par le paludisme dans le monde en 2023, 76 % concernaient des enfants de moins de cinq ans. De plus, les formes graves de paludisme chez les enfants peuvent conduire à des états critiques, anémies, coma, convulsions, complications respiratoires, hépatiques et rénales, avec à long terme de possibles impacts sur le développement cognitif.

### Deux nouveaux vaccins qui pourraient changer la donne

Les vaccins RTS,S et R21, recommandés en 2023 par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sont aujourd'hui intégrés à la lutte contre le paludisme dans une vingtaine de pays d'Afrique, dont le Tchad. Ils sont administrés en quatre doses aux enfants à partir de cinq mois et agissent contre le *P. falciparum*, le parasite du paludisme le plus répandu et le plus meurtrier.

Lors des essais cliniques, les deux vaccins ont permis de réduire de

plus de 50 % le nombre de cas de paludisme au cours de la première année suivant la vaccination. Le vaccin R21 a même diminué de 75 % le nombre de cas détectés dans les régions où la maladie est très présente de façon saisonnière, d'après l'OMS.

### Le paludisme, une maladie endémique au Tchad

Dans la région du Mandoul dans le sud du pays, l'accès aux soins limité, le manque de ressources et la prolifération des moustiques, vecteurs du paludisme, expliquent la forte prévalence de la maladie. Nos équipes y soutiennent les services de pédiatrie de l'hôpital de Moïssala, où la majorité des enfants hospitalisés souffrent de formes sévères de paludisme, notamment pendant le pic de paludisme qui s'étend de juin à octobre.

« Pendant cette période, le nombre d'enfants ayant besoin de soins hospitaliers est multiplié par quatre ou cinq, le service est complètement surchargé. La prévalence du paludisme grave à l'hôpital de Moïssala, surtout chez les enfants, atteint 6 % des cas. » **Dr Kouchakbe Manikassé**, directeur de l'hôpital de Moïssala.



### Une étude pour optimiser le déploiement du vaccin R21

Les autorités sanitaires tchadiennes et nos équipes mènent une étude à Moïssala pour comparer les différentes façons d'administrer le vaccin R21 à grande échelle dans les zones à forte transmission saisonnière du paludisme selon deux méthodes. La première consiste à donner le vaccin en même temps que la chimio-prévention du paludisme, un traitement préventif administré aux enfants de moins de cinq ans. La seconde intègre le vaccin R21 dans le programme de vaccination de routine.

Entre juin et octobre 2024, nos équipes ont administré un traitement préventif contre le paludisme à 145 000 enfants à Moïssala.

**Bien que la vaccination constitue une nouvelle arme dans la lutte contre le paludisme, elle doit s'accompagner de tests de diagnostic plus rapides, d'une meilleure disponibilité des traitements ainsi que du développement de programmes de prévention, dont la chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) et l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticides.**

« L'objectif de cette étude est d'évaluer l'efficacité en termes de réduction du nombre de cas, mais aussi d'évaluer la faisabilité opérationnelle, l'acceptabilité, et le rapport coût-efficacité de ces deux approches. »

**Dr San-Maurice OUATTARA**, épidémiologiste (Epicentre).





# Soutenir autrement

Connaissez-vous le don d'actions ?

**Vous disposez d'un portefeuille d'actions cotées ? Vous pouvez en faire don à MSF.**

Ce mode de soutien, encore peu connu, permet de renforcer votre engagement de façon simple et fiscalement avantageuse.

En tant que donateur, vous bénéficiez d'une réduction de votre impôt sur le revenu à hauteur de 66 % de la valeur des titres au moment où vous nous les cédez.

Le don peut être réalisé par simple transfert de vos actions vers le compte bancaire de MSF. MSF reçoit alors la valeur des titres en totalité, sans taxation, et les revend immédiatement pour financer ses actions de terrain.

Contactez notre équipe philanthropie pour plus d'informations :  
**01 40 21 17 45**  
**nikki.wodehouse@paris.msf.org**

## Exposition

# Gaza - « *We did what we could* » présentée à Paris



L'exposition multimédia « *We did what we could* », conçue par MSF et la journaliste Clothilde Mraffko, retrace les deux années de guerre menée par Israël dans la bande de Gaza, en riposte aux massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023. Elle raconte le siège, les bombardements, les attaques et l'horreur du quotidien à Gaza à travers l'expérience de ses soignants, en première ligne dans ce conflit.

## Informations pratiques

Du 14 janvier au 8 février 2026  
Ground Control  
81 Rue du Charolais  
75012 Paris

**Plus d'infos sur [msf.fr](https://www.msf.fr)**

## Soutenir, agir : 25 ans aux côtés de MSF.

**Hervé Laverne est donateur de l'association et de La Fondation MSF depuis près de 25 ans. C'est en s'engageant davantage au fil des années qu'il s'est rendu compte de l'extraordinaire complexité des opérations de MSF sur le terrain.**

« Mon métier m'a amené à voyager dans de nombreux pays, où j'ai côtoyé aussi bien la misère que l'extrême richesse. À un moment donné, j'ai eu comme un déclic : je me suis dit que j'avais assez d'argent pour vivre et que je pouvais être plus utile en affectant une partie de mes revenus à une cause réelle. » Il recherchait une organisation correspondant à ses valeurs : faibles frais de fonctionnement, transparence et dimension internationale. « MSF répondait à ces critères, c'est pourquoi l'essentiel de mes dons leur est destiné. »

Depuis une quinzaine d'années, il consacre 3 % de ses revenus mensuels à MSF, soit 1 % après déduction fiscale.

« Je n'ai jamais choisi de financer un projet particulier : j'ai toujours eu confiance dans la capacité de l'organisation à allouer les fonds là où ils sont le plus nécessaires. »

Au fil du temps, Hervé Laverne a rencontré de nombreuses personnes chez MSF. « Ce qui me touche particulièrement ici, c'est le côté profondément humain, l'accueil et le respect des personnes. Je me suis demandé comment aller plus loin dans mon engagement ? »

Récemment, il a intégré le conseil d'administration de La Fondation et apporte son expertise à la « cellule avion » de MSF Logistique. Il y a découvert la complexité des opérations

et l'importance de l'innovation. « J'ai visité à plusieurs reprises le centre logistique de Bordeaux, la plus grande pharmacie humanitaire du monde, et j'ai été impressionné [...]. J'ai découvert une 'machine de paix' incroyable. J'ai aussi pris conscience que MSF est un acteur incontournable du domaine humanitaire, capable de parler à la tribune de l'ONU, aussi bien que de travailler avec des acteurs de premier plan comme l'OMS. »

Aujourd'hui, il est convaincu qu'il faut soutenir à la fois l'association et La Fondation MSF, dont le travail technique joue un rôle essentiel pour faire progresser la médecine humanitaire.



## Boutique MSF

**Pour les fêtes de fin d'année, faites briller la solidarité en effectuant vos achats sur la Boutique Sans Frontières !**



Découvrez de nombreuses idées cadeaux pour faire plaisir à vos proches tout en affirmant votre engagement ! Bougie parfumée, étiquettes bagage en cuir, jeux pour enfants, coffrets gourmands ou bien-être, vous trouverez forcément votre bonheur parmi notre sélection de produits éco-responsables !

**Retrouvez toutes nos idées de cadeaux sur :**



**[boutique.msf.fr](https://boutique.msf.fr)**

**Boutique**  
SANS FRONTIÈRES

# EN QUESTION

## Une augmentation de la taxe soda pour financer la lutte contre la malnutrition



**Nicolas Mouly,**  
responsable plaidoyer pour MSF  
au Nigéria

**Dans un contexte de baisse mondiale de financements de la lutte contre la malnutrition, un collectif d'associations et d'organismes humanitaires, dont MSF fait partie, demande une micro augmentation de la taxe soda qui permettrait de sauver la vie de millions d'enfants menacés par la malnutrition et qui risquent d'en mourir.**

### En quoi consiste cette taxe soda ?

*Nicolas Mouly :* La taxe soda est un système de taxation sur les boissons sucrées utilisées aujourd'hui dans une centaine de pays. Elle prend la forme d'un montant fixe ou progressif selon la teneur en sucre de la boisson. En France, l'argent récolté, qui s'élevait à près de 500 millions d'euros en 2023, est utilisé pour financer la Sécurité Sociale.

### Pourquoi demander une micro augmentation de cette taxe soda pour financer la lutte contre la malnutrition.

*N.M :* Au début de l'année 2025, on estimait qu'au moins 19 millions d'enfants, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, allaient souffrir de malnutrition sévère avec un risque d'en mourir et que parmi eux seulement un tiers bénéficierait d'un traitement. Jusqu'en février 2025, une grande partie des traitements contre la malnutrition dans le monde étaient financés par l'USAID, l'agence des États-Unis pour le développement international, mais cette dernière a été démantelée par Donald Trump. En parallèle, les autres pays bailleurs comme la France diminuent eux-aussi leur aide financière.

En 2024, la Banque Mondiale estimait qu'un investissement de 128 milliards de dollars sur dix ans (soit 13 milliards annuels) permettrait de lutter efficacement contre la malnutrition. Sans cette intervention, les coûts engendrés par la malnutrition atteindraient 41 milliards de dollars par an. Un investissement immédiat s'avère donc indispensable pour éviter des dépenses bien supérieures dues à l'inaction des États bailleurs.

### Que permettrait cette micro augmentation ?

*N.M :* La lutte contre la malnutrition ne peut plus dépendre d'aides humanitaires, ponctuelles, insuffisantes à la merci des revirements politiques. Il faut un système de financement durable et indépendant de la volonté politique. Rien qu'en France, un seul centime d'euro de taxe supplémentaire par canette permettrait de générer 82 millions d'euros par an, une somme qui pourrait sauver deux millions d'enfants. Elle permettrait notamment l'achat d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi à base d'arachide, qui sont aujourd'hui rationnés, faute de stocks disponibles.

### Où en êtes-vous aujourd'hui dans votre campagne de plaidoyer ?

*N.M :* Nous avons saisi l'opportunité du sommet de la nutrition, Nutrition for Growth, qui a eu lieu fin mars à Paris pour relancer le sujet auprès des autorités françaises et poursuivre notre plaidoyer. En septembre dernier, nous avons accompagné des parlementaires français dans leur visite des centres nutritionnels thérapeutiques ambulatoires et hospitaliers de MSF dans l'État de Katsina dans le nord du Nigéria, où sévit une grave crise nutritionnelle. En 2024, le nombre d'enfants malnutris pris en charge par nos équipes a atteint le triste record de 300 000. Cette immersion au cœur d'un projet de grande envergure, complétée par des rencontres avec les acteurs publics locaux, vise à leur permettre de porter ensuite cette cause à l'Assemblée Nationale.



**LÀ.**  
**TANT QUE L'ON POURRA**  
**ÊTRE LÀ.**



**POUR SOUTENIR NOS ACTIONS, FAITES UN DON SUR MSF.FR**

## OUI, JE VEUX FAIRE UN DON RÉGULIER DE :

- ☐ **10 EUROS PAR MOIS**
- ☐ **12 EUROS PAR MOIS** (3 euros par mois après réduction fiscale)
- ☐ **15 EUROS PAR MOIS**
- ☐ **20 EUROS PAR MOIS**
- ☐ ..... **EUROS PAR MOIS**  
(montant à votre convenance)

**En 2025, si vous êtes assujetti(e) à l'impôt sur le revenu, tout don versé à Médecins Sans Frontières ouvre droit à une réduction d'impôt de 75%, dans la limite de 1000 euros de don, 66 % au-delà.**

Renvoyez ce bulletin daté et signé dans une enveloppe sans l'affranchir à  
Médecins Sans Frontières - 14-34 avenue Jean-Jaurès, 75 019 Paris

### MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA EN FAVEUR DE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Association reconnue d'utilité publique - 14-34 avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS • ICS : FR32ZZZ193046  
Objet du mandat : soutien régulier aux actions de Médecins Sans Frontières  
Type d'encaissement : récurrent • Référence Unique du Mandat\*.  
\* Celle-ci me sera communiquée dès l'enregistrement de mon mandat.

#### VOS COORDONNÉES J252CMXX

Nom / Prénom : .....  
N° : ..... Rue : .....  
Code Postal : ..... Ville : .....

#### LES COORDONNÉES DE VOTRE COMPTE

IBAN (International Bank Account Number)  
.....  
BIC (Bank Identifier Code) .....  
Fait à : ..... Signature : .....  
Le : ..... (obligatoire)

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Médecins Sans Frontières à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Médecins Sans Frontières. Le premier versement pourra avoir lieu au plus tôt 5 jours après signature du présent document. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Toute demande éventuelle de remboursement devra être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Les informations recueillies dans ce formulaire sont collectées par Médecins Sans Frontières, en tant que responsable de traitement, à des fins de gestion interne et pour faire appel à votre générosité, sur la base de son intérêt légitime à collecter des fonds et à fidéliser ses donateurs. Elles sont destinées au département de la collecte de dons de MSF et à ses prestataires. Elles ne sont conservées que pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités. Vous disposez des droits d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité, d'opposition et de limitation. Vous pouvez les exercer en nous écrivant par mail à [donateurs@paris.msf.org](mailto:donateurs@paris.msf.org) ou par courrier au 14-34 avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Pour plus d'information, vous pouvez consulter notre politique de confidentialité disponible sur notre site internet.

